

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

OBJET DU PROJET DE CONTRAT :

Travaux de construction d'un casernement militaire dans la province de l'Ituri,
Ville de Bunia en République Démocratique du Congo

OBJET DU PROJET DE CONTRAT :

Travaux de construction d'un casernement militaire dans la province de l'Ituri,
Ville de Bunia en République Démocratique du Congo

SOMMAIRE

1.	DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	4
1.1.	Objet de la consultation.....	4
1.2.	Décomposition	4
1.3.	Réalisation de prestations similaires	4
1.4.	Clauses sociales et environnementales.....	4
2.	PIECES CONTRACTUELLES	5
2.1.	Documents contractuels	5
2.2.	Documents généraux.....	5
3.	INTERVENANTS.....	6
3.1.	Maitrise d'ouvrage déléguée	6
3.2.	Maitrise d'œuvre	6
3.3.	Ordonnancement, pilotage et coordination (opc).....	6
3.4.	Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (sps).....	6
3.5.	Titulaire du marché	6
3.6.	Reconnaissance des lieux	7
3.7.	Sous-traitance.....	7
4.	ORDRE DE SERVICE.....	7
5.	OBLIGATION DU TITULAIRE	8
5.1.	Confidentialité et mesures de sécurité.....	8
5.2.	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	8
6.	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	9
6.1.	Délai global d'exécution	9
6.2.	Délai d'exécution	9
6.3.	Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	9
6.4.	Délais d'exécution des tranches	9
7.	PRIX	10
7.1.	Caractéristiques des prix pratiqués.....	10
7.2.	Révision des prix.....	10
7.3.	Dispositions spécifiques aux tranches.....	10
7.4.	Répartition des dépenses communes.....	10
8.	AVANCE ET GARANTIE FINANCIERE	10
8.1.	Avance.....	10
8.2.	Garanties financières.....	11
9.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	12
9.1.	Décomptes et acomptes.....	12
9.2.	Délai global de paiement.....	12
9.3.	Paie ment des cotraitants	12
9.4.	Paie ment des sous-traitants	13

10.	CONDITIONS D'EXECUTION DES RESTATION	13
10.1.	Caractéristiques des matériaux et produit	13
10.2.	Implantation des ouvrages.....	13
10.3.	Période de préparation et programme d'exécution des travaux	13
10.4.	Etudes d'exécution	13
10.5.	Installation et organisation du chantier	14
10.6.	Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	14
11.	RECEPTION DES TRAVAUX	14
11.1.	Dispositions applicables à la réception	14
11.2.	Réception partielle	15
11.3.	Epreuves concluantes	15
12.	PENALITES	15
12.1.	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	15
13.	ASSURANCES	16
14.	RESILIATION	16
15.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	17
16.	DEROGATIONS	17

1. DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

1.1. Objet de la consultation

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

« Travaux de construction d'un casernement militaire »

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des charges dit cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Lieu(x) d'exécution :

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) à Bunia – province de l'Ituri

1.2. Décomposition

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot(s)	DESIGNATION
01	Travaux de construction d'un ensemble de bureaux, de voiries et d'un dépôt à munitions
02	Travaux de construction d'un ensemble de logements individuels et collectifs

La répartition par tranche pour chaque lot est la suivante :

Lot(s)	Tranche(s)	Désignation de la tranche
01	TF	Tranche ferme : Ensemble Administratif, Réseau Viaire et Réseaux Enterrés
	TO001	Tranche optionnelle : Dispensaire
	TO002	Tranche optionnelle : Soute à Munitions
02	TF	Tranche ferme : Zone de Logements d'un bataillon
	TO001	Tranche optionnelle : 8 Villas et leurs réseaux

1.3. Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, Expertise France se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire.

1.4. Clauses sociales et environnementales

Le titulaire s'engage à privilégier la main d'œuvre locale pour lutter contre chômage en République Démocratique du Congo et à éviter tout stéréotype ou pratique discriminatoire au sein de l'équipe affectée au marché.

Il s'engage aussi à réduire son impact environnemental tout au long du chantier, notamment par une gestion appropriée des déchets (collecte, tri, recyclage...)

Pendant l'exécution du marché, Expertise France se réserve le droit de demander au titulaire tout élément permettant de vérifier la mise en œuvre effective des engagements sociaux et environnementaux.

2. PIECES CONTRACTUELLES

2.1. Documents contractuels

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières signé par le Titulaire ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le mémoire technique du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenant, postérieurs à la notification du marché.
- Le planning détaillé d'exécution ;
- Les plans et documents techniques ;

Il est précisé que l'offre technique constitue des engagements unilatéraux de la part du Titulaire vis-à-vis du Maître d'ouvrage délégué qui pourra par conséquent à tout moment, exiger du Titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. Par ailleurs, s'agissant d'engagements unilatéraux du Titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

Les pièces contractuelles listées ci-dessus ainsi que les modifications ultérieures du marché prévalent, en cas de contradiction, dans l'ordre où elles sont mentionnées.

2.2. Documents généraux

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations stipulées dans le présent contrat.
- Le code de conduite d'Expertise France Le code de conduite d'Expertise France (disponible via le lien suivant :
<https://www.expertisefrance.fr/documents/20182/426622/Expertise+France+%E2%80%93+Code+de+conduite/2408659b-a84e-45ac-a142-47d5dc21faff>);

¹ Document non joint dont le CONTRACTANT déclare avoir pris connaissance.
<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Les pièces générales ci-dessus mentionnées sont réputées connues des parties et ne sont pas jointes au dossier de consultation.

3. INTERVENANTS

3.1. Maitrise d'ouvrage déléguée

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est déléguée à Expertise France SAS.

Le représentant de la maîtrise d'ouvrage déléguée est Monsieur Jérémie PELLET assurant la fonction de Directeur général.

3.2. Maitrise d'œuvre

Le nom du bureau d'études en charge de la maîtrise d'œuvre sera communiqué ultérieurement.

Ses missions au titre du présent contrat seront :

- La direction de l'exécution des contrats de travaux (det) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "garantie de parfait achèvement" (aor) ; sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage délégué est réalisée par le maître d'œuvre.

3.3. Ordonnancement, pilotage et coordination (opc)

La mission d'ordonnancement, de coordination et de pilotage du chantier sera assurée par le bureau d'étude.

3.4. Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (sps)

La mission de coordination en matière de sps en phase de réalisation est assurée par le BET.

3.5. Titulaire du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique et un suppléant qui le représente vis-à-vis d'Expertise France pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.

La personne physique et son suppléant (chef de projet, chef de chantier) chargés de la conduite des travaux doivent avoir les pouvoirs suffisants pour prendre, sans retard, les décisions nécessaires et engager le titulaire.

Le maître d'ouvrage délégué se réserve le droit de récuser, par une décision motivée, toute personne désignée.

En cas de départ d'une personne désignée du fait du titulaire, en cours d'exécution du marché, Expertise France se réserve le droit :

- Soit de donner son accord, soit de refuser le remplaçant désigné, dans un délai d'un mois à compter de la réception des informations de ladite personne désignée.
- D'appliquer une pénalité forfaitaire conformément à l'article relatif aux pénalités du présent contrat.

Si Expertise France refuse le remplaçant désigné par le Titulaire dans le délai d'un mois précité, le Titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer Expertise France.

3.6. Reconnaissance des lieux

Bien qu'il ne soit pas prévu de visite obligatoire des lieux durant la phase de consultation, le Titulaire du présent marché déclare avoir pris connaissance des lieux, à travers les plans, tant pour en tirer tous les renseignements utiles à la bonne marche du travail que pour prendre en compte les contraintes des prestations.

Ainsi, le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution du terrain. Dès lors, il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le lieu, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas accomplir toute ou parties des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent marché.

3.7. Sous-traitance

Lors de la sélection des sous-traitants, le contractant donne la préférence aux personnes physiques, sociétés ou entreprises de la République Démocratique du Congo aptes à exécuter les travaux requis dans les mêmes conditions.

4. ORDRE DE SERVICE

L'ordre de service est la décision par laquelle le maître d'œuvre précise à l'entreprise les modalités d'exécution des travaux et prestations prévues par son marché.

Cette décision peut être une précision, un ordre ou contenir une injonction valant alors mise en demeure de l'entreprise.

Tous les ordres de service émis par le maître d'œuvre sont, par principe, exécutoires et signés par le maître d'œuvre seul.

Toutefois, lorsqu'un ordre de service :

- Implique un engagement financier pour le maître d'ouvrage
- Ordonne la suspension (ajournement) des travaux
- Porte sur une demande de prestations supplémentaires, une modification du programme initial ou du projet ou notifie un prix nouveau à l'entrepreneur pour les ouvrages ou travaux non prévus
- Est susceptible de modifier les dispositions contractuelles
- Notifie la date de commencement des travaux
- Modifie la masse des travaux ou l'importance des diverses natures d'ouvrage
- Et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions du marché de travaux,

L'ordre de Service est alors émis avec l'accord écrit préalable du maître d'ouvrage délégué et fera apparaître l'évaluation des travaux, le délai modificatif accordé à cet effet et les conditions de règlement.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, les Entrepreneurs disposent d'un délai de cinq jours ouvrés pour faire connaître par écrit leurs observations éventuelles sur un ordre de service.

5. OBLIGATION DU TITULAIRE

5.1. Confidentialité et mesures de sécurité

Le marché est soumis à une obligation de confidentialité et à des mesures de sécurité conformément prévues aux articles 5.1 et 5.3 du CCAG-travaux.

Le titulaire est soumis à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

5.2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG, l'entreprise s'engage, de par ses compétences et son expérience, à mettre en œuvre et maintenir par tout moyen l'ensemble des dispositions et dispositifs de sécurité liés à l'exécution des travaux.

Le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le Maître d'œuvre.

5.3. Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution de ces obligations, le titulaire peut se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 9.

5.4. Obligation de moyens

Le titulaire est réputé avoir inclus dans son offre tous les moyens techniques, logistiques, humains, matériels et logiciels à mettre en œuvre pour exécuter les travaux confiés et atteindre les objectifs de résultats.

5.4.1 Moyens matériels :

Pour effectuer sa mission, le titulaire met en œuvre les moyens matériels (fournitures, outillage, équipements) nécessaires à la parfaite exécution des travaux et prend à sa charge tous les frais logistiques nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

5.4.2 Moyens humains :

Pour effectuer sa mission, le titulaire met en œuvre les moyens humains nécessaires à la parfaite exécution des travaux. Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations. Le personnel du titulaire demeure à tous égards le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, etc.).

5.5 – Conditions liées aux pandémies sanitaires

Le titulaire est réputé connaître les dispositions du Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise, publié dans son pays et/ou mis à disposition par Expertise France.

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses personnels (directs et sous-traitants éventuels) les conditions d'exécution de protection spécifiques aux règles sanitaires.

6. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

6.1. Délai global d'exécution

Le marché est conclu à compter de sa date de notification et reste en vigueur jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement, soit un an à compter de la date de réception des travaux.

Le délai global d'exécution des travaux est fixé à quinze (15) mois à compter de l'ordre de commencer les travaux, dont un (01) mois d'études et préparation de chantier et quatorze (14) mois d'exécution des travaux.

6.2. Délai d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

6.3. Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au planning prévisionnel des travaux prévu par le titulaire.

Le Titulaire du marché établit donc un planning prévisionnel d'exécution qui ne saurait excéder le délai global d'exécution mentionné à l'article 6.2.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré ensuite en concertation avec le Titulaire dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution cité ci-dessus.

6.4. Délais d'exécution des tranches

Le délai d'exécution de chaque lot est décomposé(e) par tranche comme suit :

Lot(s)	Tranche (s)	Délai	Date de début	Date de fin	Précisions
01	TF	15 mois			Y compris 1e mois de préparation

	TO001	4 mois			Compris dans les 15 mois de la TF
	TO002	6 mois			Idem
02	TF	15 mois			Y compris 1e mois de préparation
	TO001	4 mois			Compris dans les 15 mois de la TF

Ces délais partent, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations lui incombant.

Les tranches optionnelles seront affermies au plus tard 90 jours après le début du marché, sauf décision expresse de non-affermissement notifiée par l'acheteur avant ce terme.

7. PRIX

7.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Ce marché est à forfait.

Les montants dus sont fixés par évaluation du pourcentage des travaux exécutés par rapport aux quantités fermes de chaque poste de la décomposition du prix global et forfaitaire et par application de ce pourcentage au prix forfaitaire du poste concerné.

7.2. Révision des prix

Les prix sont fermes et non révisables durant toute la durée du marché.

7.3. Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

7.4. Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

8. AVANCE ET GARANTIE FINANCIERE

8.1. Avance

Le contractant a droit sur sa demande, dès la notification de l'attribution du marché et sans justification de débours de sa part, à une avance de 20 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du lot considéré divisé par sa durée exprimée en mois, conformément à l'article R2391-4 du Code de la commande Publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue par retenues basées sur les déclarations de créances mensuelles. Ce remboursement commence dès le premier acompte et doit être terminé au plus tard lorsque le montant payé atteint 80 % du lot considéré.

Le remboursement est effectué dans la ou les mêmes monnaies que celle(s) de l'avance.

Le calcul du montant des retenues est effectué au moyen de la formule suivante :

$$R = \frac{Va \times D}{Vt \times 0.8}$$

dans laquelle:

R = montant à rembourser

Va = montant total de l'avance consentie

Vt = montant initial de lot

D = montant de l'acompte

Le calcul est poussé jusqu'à la deuxième décimale arrondie au chiffre supérieur.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

8.2. Garanties financières

8.2.1 Retenue de garantie :

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 %, augmenté du montant des modifications éventuellement intervenues en cours d'exécution dans les conditions prévues aux articles R2192-32 et suivants du code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du Titulaire, par une garantie financière dans les conditions prévues à l'article R2191-35 du code de la commande publique.

8.2.2 Garantie de parfait achèvement

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

8.2.3 Garantie décennale

La période de garantie décennale commence à compter de la date de la réception provisoire des travaux et s'étend sur une durée de dix (10) ans.

Le titulaire est tenu de souscrire une assurance de responsabilité décennale au bénéfice du Maître d'ouvrage, couvrant l'ensemble des défauts susceptibles d'affecter la solidité de l'ouvrage ou de le rendre impropre à sa destination.

9. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

9.1. Décomptes et acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Le projet de décompte définitif est remis, au plus tard, à la date de la demande par le contractant de l'établissement du certificat de réception provisoire. Pour permettre au maître d'œuvre de préparer le décompte définitif, le projet de décompte définitif est soumis avec les documents permettant d'établir en détail la valeur des travaux réalisés conformément au marché et toutes autres sommes que le contractant estime lui être dues sur la base du marché.

Le maître d'œuvre contrôle établit et signe le décompte définitif dans les 30 jours après l'établissement du certificat de réception définitive, conformément à l'article 12 du CCAG Travaux.

9.2. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.3. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG Travaux.

9.4. Paiement des sous-traitants

Le titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité des prestations faisant l'objet du présent marché. Les prestations sous traitées doivent être clairement et précisément identifiées et énoncées préalablement à toute intervention.

Tous ces éléments sont soumis à l'appréciation de la personne publique qui se réserve le droit de refuser toute personne dont la participation lui paraîtrait inopportune.

Le règlement des sous-traitant s'effectue selon les modalités prévues aux articles R 2193-10 à R 2193-16 du Code de la Commande Publique.

10. CONDITIONS D'EXECUTION DES RESTATION

10.1. Caractéristiques des matériaux et produit

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

10.2. Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

10.3. Période de préparation et programme d'exécution des travaux

Le marché contient une période de préparation fixée à 30 jours (par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux) à compter de la notification du marché.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 15 jours au plus tard après la notification du marché.

10.4. Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

10.5. Installation et organisation du chantier

Le Titulaire du présent marché aura à sa charge les éventuelles installations de chantier spécifique à son marché. Il devra également se référer aux prescriptions de la Maîtrise d'ouvrage concernant les installations de chantier qui lui seront transmises lors du démarrage de l'opération.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier sont entièrement à la charge du Titulaire responsable.

10.6. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 Gestion des déchets de chantier, nettoyage

Le Titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité. Le Titulaire doit notamment remettre au Maître d'ouvrage délégué les preuves d'acheminement et d'évacuation en décharge de classe appropriée des déchets concernés le cas échéant.

10.6.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.6.3 Documents à fournir après exécution

Le Titulaire devra remettre au Maître d'ouvrage délégué et à la demande du maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) sera remis au Maître d'ouvrage en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique, composé et présenté selon les dispositions du cahier des charges du marché.

Précisions complémentaires sur le format numérique :

les documents graphiques (plans des ouvrages exécutés, plans de détail, plan de calepinage, etc...) seront dans un format exploitable et lisible ou précisé dans le cahier des charges ;

les notes de calculs seront sous format PDF ;

les notices d'utilisation du matériel, notices techniques, des équipements, etc. seront sous format PDF ;

tous les autres documents seront sous format PDF.

11. RECEPTION DES TRAVAUX

11.1. Dispositions applicables à la réception

Lorsqu'une même tranche de travaux concerne plusieurs lots, la réception de cette tranche a lieu par lot.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

11.2. Réception partielle

La réception partielle de chaque tranche a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux la concernant dans les conditions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

11.3. Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

12. PENALITES

12.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le Titulaire pourra subir dans l'exécution des travaux une pénalité de 1/2000ème du montant forfaitaire HT de l'ensemble du marché, augmenté du montant des avenants éventuels, par jour calendaire de retard. Elle sera appliquée par le Maître d'ouvrage dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Ces pénalités s'appliqueront également aux différents délais intermédiaires (phase et jalons identifiés dans le planning contractuel...) le cas échéant, et ainsi qu'aux autres tâches critiques éventuellement identifiées sur le planning d'exécution.

Les pénalités de retard définies ci-dessus sont cumulables dans la limite d'un plafond correspondant à 20 % du montant hors taxes (montant forfaitaire initial actualisé, augmenté du montant des avenants éventuels) du présent marché.

12.2. Retard dans la remise des documents

Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc.)

Le Titulaire pourra subir une pénalité de 150 € par document et par jour calendaire de retard, si les documents sont demandés par écrit avec des dates de remise.

12.3. Absences aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le Maître d'ouvrage, une pénalité de 150 € pourra être appliquée au Titulaire absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent le Titulaire s'il est représenté par une personne incompétente ou insuffisamment compétente au courant du chantier.

En cas de retard aux réunions de plus d'un quart d'heure, il pourra être fait application immédiate d'une pénalité de 80 € sur simple constatation du Maître d'ouvrage délégué.

12.4. Pénalités pour retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception

Lorsque la réception est prononcée sous les réserves prévues aux 5 et 6 de l'article 41 du CCAG travaux, tout retard par rapport à la date fixée pour le parachèvement de l'ouvrage (2 semaines maximum à compter de la date de réception) est sanctionné par une pénalité de 1 500 € par jour calendaire de retard.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle aux autres mesures coercitives à la disposition du Maître de l'ouvrage, entre autres :

- Maintien de la retenue de garantie ou de la garantie à première demande qui s'y substitue,
- Prolongation du délai de garantie,
- Mesures coercitives prévues à l'article 48 du CCAG Travaux.

12.5. Retard dans la remise de documents pendant l'exécution du marché (DOE...)

Au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux, le Titulaire devra remettre : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

Puis, par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, dans un délai de deux mois suivant la demande de réception des travaux, le Titulaire devra fournir une édition première complète des DOE (Documentation des Ouvrages Exécutés).

Le Maître d'ouvrage disposera de 1 mois pour faire part de leurs observations sur cette édition complète. Le Titulaire disposera de 3 semaines à compter de la réception de ces observations pour en fournir une édition définitive.

Le Titulaire encourt pour tout dépassement de délai dans la fourniture des éléments de ces documents en édition première et en édition définitive une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard par documentation demandée : DOE.

13. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

14. RESILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

Par dérogation à l'article 49 et 50.4 du CCAG travaux, le Maître d'ouvrage peut également résilier le marché pour événements liés au marché difficulté d'exécution du marché (dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes, suspension bailleur, retard d'exécution...).

Dans ce cas l'indemnisation n'est pas prévue, toutefois, le prestataire a droit aux paiements des prestations réellement exécutées.

15. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

15.1. Règlement des litiges éventuels et droit applicable

Le marché doit être exécuté et interprété conformément au droit français. Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché. En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et cocontractant, les parties se concerteront pour trouver une solution. À défaut d'accord, les tribunaux de Paris sont seuls compétents pour trouver une solution.

15.2. Langues

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16. DEROGATIONS

Articles du Contrat	Articles auxquels il est dérogé
4	3.8.2 du CCAG Travaux
10.5	34.1 du CCAG-Travaux
12.1	19.2.3 du CCAG-Travaux
12.5	40 du CCAG-Travaux
14	49 et 50.4 du CCAG-Travaux